

Les Français plébiscitent le rôle du père

Article rédigé par *Le Sélection Hebdo*, le 22 juin 2018

Source [Le Sélection Hebdo] « 93% des personnes interrogées considèrent que les pères exercent un rôle essentiel pour les enfants » : c'est le résultat principal d'un sondage IFOP pour Alliance VITA repris par La Croix et commenté par RTL au lendemain de la consultation citoyenne des Etats Généraux de la Bioéthique et à l'approche de la fête des pères, dimanche 17 juin. 73% des sondés estiment que le rôle paternel est « différent et complémentaire » de celui de la mère, et 89% jugent que l'absence d'un père peut entraîner chez l'enfant des difficultés personnelles, 85% estimant même qu'elles risquent d'affecter toute sa vie. S'agissant enfin de l'ouverture de la PMA aux femmes célibataires ou vivant à deux, 61% des sondés pensent « qu'il faut privilégier le besoin de chaque enfant d'avoir un père en réservant la PMA aux couples homme-femme ayant un problème médical d'infertilité ».

Si les modalités de la fonction paternelle ont beaucoup évolué depuis 1952, date à laquelle la France instaura la Fête des pères, c'est que les pères n'exercent plus l'autorité à la façon du « paterfamilias » éloigné du foyer par son travail, mais ont la faculté de prendre davantage de temps pour leurs enfants. Mais combien le font réellement et surtout, durablement, pour compenser la généralisation du travail maternel ? C'est la fragilité des couples et l'explosion des familles dites « monoparentales » ou « recomposées » qui est aujourd'hui le principal obstacle à l'exercice de la paternité. Cette carence est en grande partie responsable de l'explosion de la délinquance des mineurs (mis en cause dans plus de 25% des délits commis en France en 2017).

Or l'absence du père ne serait plus seulement accidentelle mais programmée et définitive, sans possibilité de connaître la filiation paternelle, dans le contexte de l'éventuelle ouverture de la PMA aux femmes seules et aux couples de femmes. C'est ce risque imminent qui a conduit Alliance Vita à lancer cette enquête. Paradoxe : les Français qui plébiscitent le rôle du père seraient aussi, selon d'autres sondages, majoritairement favorables à cette extension de la PMA qui priverait les enfants ainsi conçus de connaître leur père... **Comment expliquer cette contradiction ?** « Tout dépend de la manière dont on pose la question » explique Jérôme Fourquet, directeur du département Opinion publique de l'IFOP : si on présente l'extension de la PMA comme un nouveau « droit des femmes », une majorité se dessine en sa faveur ; mais si on présente le droit de l'enfant à avoir un père, les Français sont majoritairement opposés à toute évolution de la loi. Signe de cette ambivalence, les résultats sont serrés : 40% des sondés sont contre l'extension de la PMA, 40% y sont favorables tandis que 20% oscillent, faisant basculer le résultat en faveur du « droit des femmes » ou du droit des enfants.